 GOVERNEMENT <i>Liberté</i> <i>Égalité</i> <i>Fraternité</i>	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>	
<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>	

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Lumbin
SIRET/SIREN
SIRET : 21380214300015 SIREN : 213802143
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Commune de Lumbin, place du général de Gaulle, 38660 Lumbin Tél : 04 76 08 21 85 bienvenue@lumbin.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Commune de Lumbin, représentée par son Maire, Pierre FORTE
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Madame Virginie Lennoz-Gratin - service de l'urbanisme urba-st@lumbin.fr
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)

Mairie de Lumbin
 Place du général de Gaulle,
 38660 Lumbin
 Tél : 04 76 08 21 85
 Service de l'urbanisme - courriel : urba-st@lumbin.fr

2. Identification du PLU

2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))

PLU

2.2 Intitulé du document

PLU de Lumbin

2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document

PLU approuvé le 10 septembre 2013
<https://lumbin.fr/les-services-de-la-mairie/urbanisme/plu/>

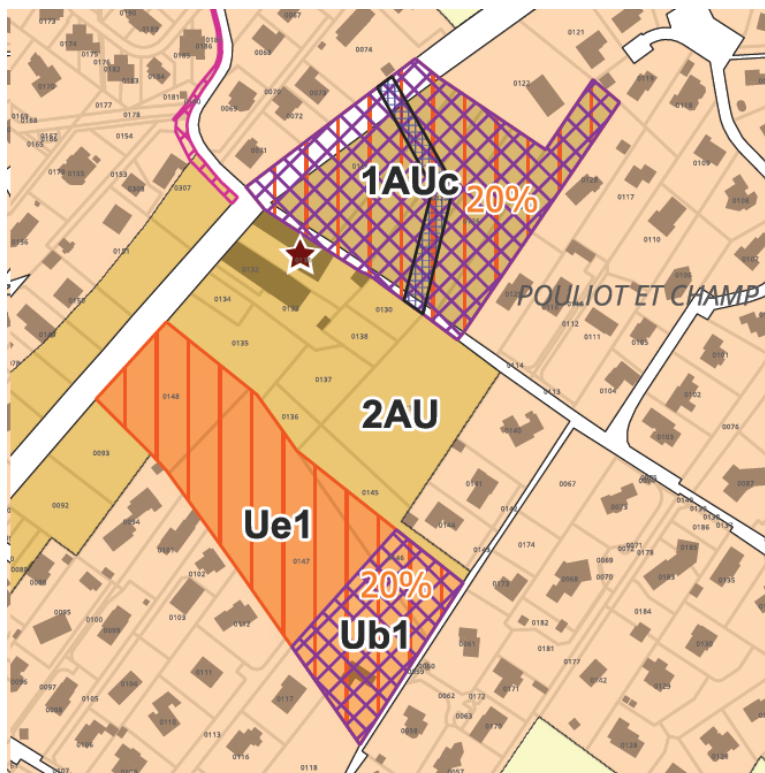
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU

Lumbin

2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)

1) Une 1AUC, pouvant s'ouvrir à l'urbanisation dès l'approbation du PLU, sous conditions d'aménagement prévues par une OAP, et dont l'accès et la desserte pouvaient s'effectuer par la route départementale 1090. La présente procédure vise notamment à modifier ce principe de desserte.

2) Une deuxième zone dénommée 2AU, au sein de laquelle la présente procédure prévoit la création d'une servitude de localisation pour voirie et mobilité douce.



Sites de Lumbin
 concernés par la procédure de modification n°1.

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Le territoire est couvert par le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes (approuvé le 19 décembre 2019).
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Le territoire est couvert par le SCoT de la Région Urbaine de Grenoble (approuvé le 21 décembre 2012)
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
Développement Durable <p>Le PCET de la communauté de communes Le Grésivaudan Approuvé le 23 septembre 2013. L'EPCI a délibéré le 29 janvier 2018 pour s'engager dans la révision de ce PCET, au profit d'un PCAET. L'élaboration de ce nouveau document est en cours. https://www.le-gresivaudan.fr/266-plan-climat-air-energie-territorial.htm</p> <p>Le Schéma Régional Climat Air Energie (SRCAE) Rhône-Alpes Le Conseil régional Rhône Alpes a approuvé la dernière révision du SRCAE le 17 avril 2014. Le préfet de région l'a arrêté le 24 avril 2014. https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/le-schema-regional-climat-air-energie-srcae-a2594.html</p> <p>Le Parc Naturel Régional de Chartreuse Le parc a été créé le 6 mai 1995 et a été révisé en avril 2008 (décret2 du 16 avril 2008, publié au Journal officiel le 18 avril 2008). Avec le renouvellement de la charte approuvée le 20 octobre 2022, quinze nouvelles communes rejoignent le parc naturel, dont la commune de Lumbin. https://www.parc-chartreuse.net/</p> Préservation et mise en valeur des ressources naturelles <p>Le SDAGE du bassin Rhône-Méditerranée (2022-2027) Entré en vigueur le 4 avril 2022 (arrêté d'approbation du préfet le 21 mars 2022) SDAGE 2022-2027 (en vigueur) L'eau dans le bassin Rhône-Méditerranée (eaufrance.fr)</p> <p>Le SRCE Rhône-Alpes Adopté par délibération du Conseil régional du 19 juin 2014 et par arrêté préfectoral du 16/07/2014 https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/srce-rhone-alpes-a10983.html</p> <p>Les Schémas Régionaux de Gestion Sylvicole d'Auvergne et de Rhône Alpes (SRGS) Document publié en 2013.</p>

<https://auvergnerhonealpes.cnpf.fr/gestion-durable-des-forets-privees/la-reglementation/les-documents-de-gestion-durable-srgs-psg-cbps>

PREVENTION DES RISQUES

Le Plan de Prévention des Risques Inondation « Isère Amont » (PPRI)

Entré en vigueur le 30 juillet 2007 après approbation par le préfet de l'Isère et prend en compte la vallée du Grésivaudan à l'amont de l'Isère.

<https://lumbin.fr/wp-content/uploads/2022/05/PPRI-reglement.pdf>

<https://lumbin.fr/wp-content/uploads/2022/05/zonage-PPRI-2.pdf>

Le Plan de Prévision des Risques Naturels Prévisibles (PPRNP) (révisé) de la commune de Lumbin

Approuvé par arrêté préfectoral du 14 janvier 2005 et révisé en 2007 (arrêté du 02 août 2007).

<https://lumbin.fr/wp-content/uploads/2023/03/PPRN-Reglement-2007.pdf>

https://lumbin.fr/wp-content/uploads/2023/03/38214_PPRN_ZONAGE_CAD_20070802_REV1-1.pdf

DECHETS

Le Plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés (et des déchets industriels banals)

Le plan actuellement en vigueur dans le département de l'Isère a été approuvé par délibération du Conseil Général en date du 13 juin 2008.

<https://www.isere.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/Dechets/Plan-Departemental-d-Elimination-des-Dechets-Menagers-et-Assimiles-PDEDMA>

3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU

Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale

/

Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale

/

Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la date de l'actualisation

/

Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle

/

Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale

☐ Oui

☒ Non

Annexe II

La procédure de Mise en Compatibilité n°1 n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
La mise en compatibilité n°1 a été approuvée en décembre 2023. Elle avait pour objet de faire évoluer une partie d'une zone 2AU en zone UE pour permettre l'implantation de trois équipements d'intérêt collectif et UC pour la création de logements.

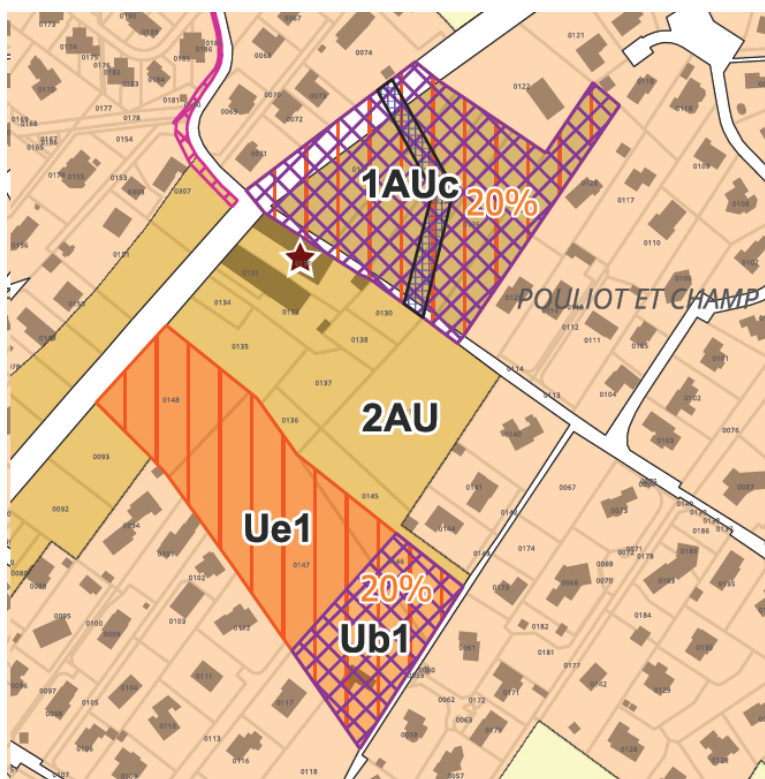
4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique
Modification de droit commun, dans le cadre de l'article L153-41 à L153-44 du Code de l'Urbanisme
4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
2 136 hab. (RGP 2017, INSEE)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	660,28			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	113,56	17,20%	113,56	17,20%
zones 1 AU	3,41	0,52%	3,41	0,52%
zones 2 AU	4,94	0,75	4,94	0,75
zones A	219,39	33,23%	219,39	33,23%
zones N	318,98	48,31%	318,98	48,31%
Total	660,28	100	660,28	100
4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).				
« Objectif n°3 : Privilégier l'urbanisation des dents creuses en recomposant un paysage ouvert et relié - Réduire la consommation foncière				
<ul style="list-style-type: none"> • Limiter l'étalement urbain en œuvrant pour un urbanisme durable peu consommateur d'espace. • Réduire d'un tiers la consommation foncière sur les 10 prochaines années. (La consommation foncière des 10 dernières années est de 17 ha). • Passer d'une consommation foncière moyenne de 1054 m²/ Logements essentiellement orientée vers l'habitat individuel (60%) à une meilleure optimisation foncière en préconisant 30% INDIVIDUEL / 70 % INTERMEDIAIRE ET COLLECTIF » 				
4.3 Caractéristiques de la procédure				
4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure				

Contexte de la modification n°1 de droit commun du PLU de Lumbin :

Au Nord de la commune, en entrée de ville en bordure de la route départementale 1090, le projet communal traduit au PADD du PLU prévoit le confortement d'un secteur stratégique (secteur Pouliot Champ -Ferrand). Sur ce secteur le PLU ambitionne de construire un quartier répondant aux objectifs de développement durable et de mixité sociale. Sa mise en œuvre est prévue dans le cadre de la réalisation de deux zones à urbaniser (dans la mesure où les premières réflexions d'aménagement sur la globalité du site avaient mis en exergue des difficultés techniques et financières de desserte et d'accès du quartier sur la route départementale). En ce sens, la municipalité avait défini une chronologie dans l'aménagement des zones à urbaniser avec :

1. Une première zone, dénommée 1AUc, pouvant s'ouvrir à l'urbanisation dès l'approbation du PLU, sous conditions d'aménagement prévues par une OAP, et dont l'accès et la desserte pouvaient s'effectuer par la route départementale 1090 sous la condition de la réalisation de ces aménagements par la commune au sein de la zone à urbaniser. A ce titre a donc été prévue une servitude de localisation pour voirie de desserte identifiée au titre de l'article L.123.2.c du Code de l'Urbanisme (nouvelle codification L.151-41 1°).
2. Une deuxième zone dénommée 2AU, devant s'ouvrir à plus long terme par procédure d'évolution du PLU, permettant à la commune de poursuivre sa réflexion d'aménagement sur ce site et travailler ses modalités de raccordement sur la route départementale.



La municipalité actuelle a fait le constat que la solution d'accès et de desserte envisagée par le PLU pour la zone 1AUc posait un certain nombre de problèmes :

- Au titre de la sécurité, car aucun aménagement fonctionnel sur la route départementale n'est prévu.
- Au titre du coût et de la faisabilité de réalisation qui articulent mal avec le projet d'urbanisation de la zone 2AU limitrophe qui devra, lui aussi, avoir un accès sécurisé depuis la route départementale.
- Enfin, au titre de la cohérence avec la politique menée par le département, de la nécessité de trouver des solutions pour éviter de démultiplier les accès et de nouveaux aménagements d'accès sur les routes départementales.

Complémentairement, la municipalité a constaté que l'OAP actuelle prévue sur la zone 1AUc méritait d'être précisée :

- Afin de garantir la bonne instruction d'un futur permis de construire sur
- D'assurer une meilleure prise en compte des ambitions d'aménagement prévues vis-à-vis de son environnement bâti.

Les objectifs du projet de modification n°1 de droit commun du PLU de Lumbin :

La procédure d'évolution a donc pour but de modifier les conditions d'accessibilité et de desserte de la zone 1AUc initialement prévus et d'adapter les dispositions de son OAP.

En ce sens, la procédure vise à :

- Corriger les dispositions réglementaires graphiques du plan de zonage pour supprimer les possibilités d'accès à la route départementale 1090 et la desserte de la zone 1AUc par une voie publique, afin que l'urbanisation de la zone se réalise par une voie de desserte interne privée.
- Ajuster les dispositions de l'OAP (graphiques et écrites) permettant à la fois :
- D'intégrer les nouvelles conditions desserte développée ci-dessus et d'indiquer clairement que celle-ci devra être sans accès sur la route départementale 1090.
- De corriger certaines dispositions écrites ou graphiques, qui relèvent d'erreurs matérielles identifiées, ou qui sont nécessaires à une meilleure intégration du projet avec son environnement bâti ainsi que la bonne instruction d'un futur projet sur la zone.

Plus concrètement les évolutions apportées aux pièces du PLU concernent :

- La pièce n°4 (règlement graphique - plan de zonage : plan 1/5000e et 1/2500e (sauf planches avec PPRI/PPRN qui ne sont pas modifiées) qui évolue avec la suppression graphique, et en légende, de la servitude de localisation pour voirie de desserte identifiée au titre de l'article L.123.2.c du Code de l'Urbanisme (nouvelle codification L.151-41 1°)
- La pièce n°3 (OAP) qui évolue concernant l'OAP n°1 secteur « Grange – Nord Pouliot » avec :

L'adaptation du schéma de principe par :

Un nouveau dessin de la voirie, qui traduit une voirie desserte interne privée, sans accès sur la route départementale 1090 et qui se termine en impasse par une plateforme de retournement.

A la marge, un léger repositionnement du secteur voué au développement des formes urbaines les plus denses (de type intermédiaire et/ou collectif) afin qu'il soit plus en interactions avec le bâtiment patrimonial situé au sud/ouest du site.

Une précision apportée quant à l'organisation de la graduation des densités attendues pour le secteur ayant vocation à accueillir des formes urbaines de type mitoyennes/accolées/voire isolées.

La flèche de prolongement interne de la voie (initialement à vocation publique) vers la zone 2AU est supprimée. Le lieu d'accès à la zone reste inchangé.

Un repositionnement du parking tampon « d'entrée de quartier » au sud, en cohérence avec l'entrée du secteur de projet.

L'adaptation de la légende commentée par :

La consolidation des attentes en matière de formes urbaines :

Supprimer les dispositions relatives aux niveaux attendus des constructions et schémas volumétriques. Le règlement écrit de la zone 1AUc fixe le cadre par des règles des hauteurs attendues à l'article 10 (au maximum à 10 m au faitage ou 8 m en toiture terrasse) et permet déjà de répondre au souhait d'inscrire sur ce site des volumétries en rapport avec l'environnement bâti existant.

Un rappel plus clair des formes urbaines attendues avec pour le secteur 1 : « de type intermédiaire et/ou collectif » et le secteur 2 « de type mitoyennes/accolées/voire isolées ».

La redéfinition des principes concernant l'accès et la voirie interne de desserte.

Il est désormais clairement indiqué « Accès et voirie interne de desserte : un seul accès au sud de l'opération. Tout accès véhicule ou piéton sur la route départementale 1090 est proscrit. L'opération sera desservie par une voirie interne privée se terminant en impasse par une plateforme de retournement. La coupe concernant l'aménagement de la voirie est supprimée. En effet, dans la mesure où cette dernière n'a plus de vocation de voirie publique de desserte interquartiers, ces aménagements ne se justifient plus. Seules les dispositions du règlement écrit resteront applicables.

Une précision apportée quant à la qualité de l'espace central.

Ce dernier étant réalisé dans le cadre d'une opération privée, et ne faisant l'objet d'aucun emplacement réservé au plan de zonage, est désormais qualifié « d'espace commun paysager ouvert au public ». La rédaction est ajustée, sans remettre en question les ambitions initiales, comme suit : « Cet espace commun paysager, ouvert au public, se localisera autant que possible en partie centrale afin qu'il puisse être accessible aisément par tous les logements de l'opération. Son aménagement s'articulera avec le traitement de la voie de desserte interne »

Annexe II

La mise à jour de l'extrait du zonage (pour donner suite à la suppression de la servitude de localisation de voirie de desserte identifiée au titre de l'article L.123.2.c du Code de l'Urbanisme - nouvelle codification L.151-41 1°)

Annexe « délibération engageant la procédure » : Sans objet. (Il s'agit d'une procédure de modification de droit commun et il n'y a pas de délibération engageant la procédure. Cette dernière est menée à l'initiative du Maire de la commune de Lumbin)

NB Annexe : l'ensemble du dossier de modification n°1 de droit commun du PLU est joint au présent formulaire. Il précise le contenu et l'ensemble des évolutions apportées au PLU dans sa note de présentation.

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

/

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
<i>La présente modification de droit commun n°3 a notamment pour effet de mettre le PLU de Montbonnot-Saint-Martin en compatibilité avec le SCoT, de fait, à travers l'interdiction de la sous-destination « artisanat et commerces de détail » en zone UI. Néanmoins, cette mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur n'est pas conduite spécifiquement selon la procédure de mise en compatibilité au sens défini par le code de l'urbanisme aux articles L153-49 à L153-53.</i>
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
/

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur de projet est à proximité, mais néanmoins en dehors, d'un périmètre des abords des monuments historiques (centré sur le

			Chateau du Carré, situé sur la commune voisine de La Terrasse).
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le Plan de Prévention des Risques d'Inondation Isère Amont (PPRI) s'applique sur la commune. <u>Aucune évolution opérée par la modification n°1 ne vient aggraver les risques naturels ou l'exposition de la population à ces derniers.</u>
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	3 anciens sites industriels ou activités de service à moins de 500 m du site de projet (une serrurerie, une taillanderie et une blanchisserie). Ces sites ne sont aujourd'hui plus en activité. Lien vers la page Géorisques de Lumbin : https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-moi/3172/detail?form-adresse=true&isCadastre=false&city=Lumbin&type=street&typeForm=adresse&codeInsee=38214&lon=5.920833&lat=45.311562&qo_back=/&propertiesType=street&adresse=Chemin%20Pouliot%2C%2038660%20Lumbin
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le secteur de projet est à proximité, mais néanmoins en dehors, d'un périmètre des abords des monuments historiques (centré sur le Chateau du Carré, situé sur la commune voisine de La Terrasse). <u>La procédure de modification n°1 n'affecte pas les abords des monuments historiques.</u>

Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Oui, la commune comprend plusieurs zones humides.</p> <p><u>La mise en œuvre de l'OAP n°1, objet de la présente procédure, ne viennent pas les impacter.</u></p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Lumbin est située sur la trame verte et bleue identifiée par le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes.</p> <p><u>Le secteur de projet se situe en dehors des composantes de cette trame verte et bleue et ne les impacte pas.</u></p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>La commune de Lumbin est concernée par des inventaires ZNIEFF. On recense actuellement quatre ZNIEFF sur le territoire communal :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux ZNIEFF de type 1 <ul style="list-style-type: none"> • « Balmes et falaises orientales de chartreuse », identifiant national : 820032107 • « Boisements alluviaux de l'Isère, de Pontcharra à Villard-Bonnot », identifiant national : 820032102 • deux ZNIEFF de type 2 : <ul style="list-style-type: none"> • « Versants meridionaux de la chartreuse », identifiant national : 820006899 • « Zone fonctionnelle de la rivière Isère entre Cevins et Grenoble », identifiant national : 820032104 <p>Aucune évolution apportée par la procédure de modification n'affecte ces périmètres.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Oui : la commune est concernée par les Forêts Alluviales Du Grésivaudan (ID : FR4700005)</p> <p><u>Elles ne sont pas impactées par la procédure de modification n°1, qui se concentre sur le nord, urbanisé, de la commune.</u></p>

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>En matière de Risques la commune est couverte :</p> <p>- par le PPRI Isère Amont qui définit les zones exposées au risque d'inondation de plaine. Il est entré en vigueur le 30 juillet 2007 après approbation par le Préfet de l'Isère et prend en compte la vallée du Grésivaudan à l'amont de l'Isère. Ce document est actuellement en révision</p> <p><u>Les modifications envisagées ne viennent pas remettre en cause l'application de ce document, qui s'imposera par la suite aux projets en tant que servitudes d'utilité publique.</u></p>

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :

	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/

Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Le secteur de projet est à proximité, mais néanmoins en dehors, d'un périmètre des abords des monuments historiques (centré sur le Château du Carré, situé sur la commune voisine de La Terrasse).</p> <p><u>La procédure de modification n°1 n'affecte pas les abords des monuments historiques.</u></p>

Annexe II

D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'OAP n°1 est située à environ 200m d'une zone humide (inventaire départemental). <u>La procédure, qui modifie essentiellement le principe de desserte de l'OAP n°1, préexistante, n'affecte pas cette zone humide.</u>
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La carte nature et paysage en Auvergne-Rhône-Alpes territorialise la trame verte et bleue du SRADDET (avril 2020). La commune est concernée par la TVB, mais le site de projet est localisé à proximité, mais en dehors des espaces à enjeu. <u>L'évolution de l'OAP n°1 n'a pas d'impact sur la TVB.</u>
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Des éléments de patrimoine bâti sont identifiés et localisés sur le règlement graphique du PLU. En particulier, une ancienne coutellerie, située en réciprocity avec le secteur de projet, est repérée au règlement graphique pour la protection du patrimoine bâti au titre de l'ancien article L123.1.5-7 du code de l'urbanisme.

			<u>La modification de l'OAP n°1 n'a pas d'incidence sur cet élément patrimonial.</u>
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	/
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

6. Auto-évaluation
<p>L'auto-évaluation doit identifier les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et expliquer pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.</p> <p><i>Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).</i></p>

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
Courant février 2024
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
/
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
/
- autre, préciser les modalités
/

8. Annexes			
8.1 Annexes obligatoires			
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>	
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>	
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>	
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>	
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant			
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent			
- Atlas cartographique annexé à l'auto-évaluation			

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	LUMBIN	le,	22/01/2024
Nom	FORTE	Prénom	Pierre
Qualité	Maire		
Signature			
